

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Elektrizitätsnetz
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Motion
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ackermann, Marco
Bernhard, Laurent
Bieri, Niklaus
Freymond, Nicolas
Mach, André

Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Marco; Bernhard, Laurent; Bieri, Niklaus; Freymond, Nicolas; Mach, André
2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Elektrizitätsnetz, Motion, 1992 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Energie	1
Netz und Vertrieb	1
Wasserkraft	4
Alternativenergien	4

Abkürzungsverzeichnis

UREK-NR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
BFE	Bundesamt für Energie
EICom	Eidgenössische Elektrizitätskommission
StromVV	Stromversorgungsverordnung
StromVG	Stromversorgungsgesetz
PTT	Post-, Telefon- und Telegrafengebiete

CEATE-CN	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
OFEN	Office fédéral de l'énergie
EICom	Commission fédérale de l'électricité
OApEL	Ordonnance sur l'approvisionnement en électricité
LApEI	Loi sur l'approvisionnement en électricité
PTT	Postes, téléphones, télégraphes

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Energie

MOTION
DATUM: 14.12.2016
NIKLAUS BIERI

Ständerätin Häberli-Koller (cyp, TG) reichte im März 2016 eine Motion ein, mit der sie die Erstellung von **Transformatorstationen** und anderen elektrischen Anlagen ausserhalb der Bauzone **einfacher ermöglichen** will. Die dezentrale Energieversorgung aus erneuerbaren Quellen stelle neue Anforderungen an die Netze, weshalb neue Transformatorstationen und andere Anlagen nötig würden. Ausserhalb der Bauzone gebe es bei den Plangenehmigungen solcher Anlagen oft grosse Verzögerungen. Der Bundesrat solle Gesetzesänderungen vorlegen und die Realisierung von elektrischen Anlagen ausserhalb der Bauzone einfacher, schneller und kostengünstig machen. In seiner Stellungnahme vom Mai 2016 betonte der Bundesrat indes die Bedeutung der Raumplanung und lehnte normative Eingriffe in den Ermessensspielraum der Genehmigungsbehörde zum Zweck der Verfahrensbeschleunigung ab.

Der Ständerat nahm die Motion im Juni 2016 trotzdem mit 37 zu einer Stimme an. Die UREK-NR empfahl der grossen Kammer, die Motion abzulehnen. Eine Minderheit Vogler (csp, OW) beantragte jedoch die Annahme der Motion. Obschon Bundesrätin Leuthard mehrfach darauf hinwies, dass das Eidgenössische Starkstrominspektorat Esti und das Bundesamt für Raumentwicklung ARE bereits dazu angehalten seien, Bagatellfälle erleichtert zu behandeln, fand der Minderheitsantrag Vogler eine Mehrheit: Mit 122 gegen 57 Stimmen (keine Enthaltungen) nahm der Nationalrat die Motion im Dezember 2016 an.¹

Netz und Vertrieb

MOTION
DATUM: 09.06.1992
ANDRÉ MACH

La chambre haute a transmis comme postulat la **motion Loretan (prd, AG) (Mo. 92.3019) qui charge le Conseil fédéral de modifier la loi concernant les installations électriques** de telle sorte que les PTT indemnisent de manière adéquate les cantons et les communes lors de l'établissement des lignes téléphoniques et télégraphiques souterraines dans le domaine public.²

MOTION
DATUM: 12.06.2008
NICOLAS FREYMOND

Lors de la session d'été, le Conseil des Etats est venu en soutien aux populations concernées en approuvant une motion Fournier (pdc, VS) chargeant le Conseil fédéral de **définir des critères précis** permettant de déterminer dans quels cas une ligne à haute tension doit être enterrée. Les sénateurs souhaitent par là non seulement réduire la durée des procédures pour assurer l'approvisionnement, mais aussi et surtout garantir le respect de la santé publique et du paysage. Les entreprises électriques ont fustigé cette décision, jugeant qu'elle aurait de lourdes conséquences économiques et financières pour la branche et pour les consommateurs.³

MOTION
DATUM: 04.06.2009
NICOLAS FREYMOND

À la suite du Conseil des Etats l'année précédente et en dépit de la désapprobation exprimée par les entreprises électriques, le Conseil national a adopté tacitement la motion Fournier (pdc, VS) chargeant le Conseil fédéral de **définir des critères précis** permettant de déterminer dans quels cas une ligne à haute tension doit être enterrée.⁴

MOTION
DATUM: 08.03.2010
NICOLAS FREYMOND

Au parlement, la CEATE-CN s'est élevée contre l'application restrictive par le Conseil fédéral, les gestionnaires du réseau de distribution et la commission de l'électricité (EiCom) de la réglementation concernant le droit d'accès au marché des clients finaux dont la consommation annuelle égale ou excède 100 megawattheures (MWh). Alors que la loi prévoit que, lors de la première étape de la libéralisation, ces gros consommateurs peuvent se fournir sur le marché libre, tout en conservant la **possibilité de s'approvisionner auprès du gestionnaire du réseau de distribution**, l'ordonnance édictée par le Conseil fédéral exclut cette dernière option pour les clients qui ont fait usage de leur droit d'accès au marché libre, lesquels ne peuvent ainsi pas revenir en régime de monopole en cas de mauvaises expériences. Surtout, des fournisseurs locaux ont appliqué cette mesure de manière rétroactive et rejeté des demandes de

réintégration au régime de monopole au motif que les entreprises concernées avaient conclu des contrats d'approvisionnement sur le marché avant l'entrée en vigueur de la LApEI. Saisie par ces dernières, l'EiCom a jugé ces pratiques conformes à la législation. À l'inverse, la CEATE-CN a estimé qu'elles violaient le principe de la bonne foi et pourraient avoir de graves conséquences économiques pour les entreprises à forte consommation. Aussi a-t-elle déposé une motion exigeant du Conseil fédéral qu'il révisé l'OAPEI afin de la conformer à la LApEI en garantissant la possibilité pour les clients finaux jouissant d'un droit d'accès au marché libre de rester ou revenir en régime de monopole. Malgré l'opposition du gouvernement, qui a défendu son interprétation de la loi et invité le parlement à attendre l'issue des procédures judiciaires en cours à ce sujet, le Conseil national a adopté la motion de sa commission, par 107 voix contre 47, lors de la session de printemps.⁵

MOTION

DATUM: 28.09.2011
LAURENT BERNHARD

Contre la recommandation du Conseil fédéral, le Conseil national et le Conseil des Etats ont transmis une motion Killer (udc, AG) exigeant la **simplification des procédures d'autorisation** des projets de renouvellement des lignes électriques à très haute tension. Le texte demande entre autres que celles-ci fassent l'objet d'un traitement prioritaire (« fasttrack ») et reçoivent le soutien politique, administratif et financier nécessaire.⁶

MOTION

DATUM: 28.09.2011
LAURENT BERNHARD

Les chambres ont également donné suite à une motion Bäumle (pvl, ZH) visant à faire actualiser le plan sectoriel des lignes de transport d'électricité (PSE) de manière à ce que l'objectif d'une **production décentralisée de l'électricité** puisse être atteint.⁷

MOTION

DATUM: 13.12.2012
LAURENT BERNHARD

Le parlement a en partie adopté une motion Gasche (pbd, BE) portant sur des modifications de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LAPEI). En vue d'une prochaine étape d'ouverture du marché de l'électricité, les deux Chambres fédérales ont accepté que **les tarifs soient fixés en fonction des prix du marché** et non en fonction des coûts de production et des contrats d'achat à long terme, comme cela est le cas jusqu'à présent. En revanche, une partie de la motion demandant de relever le taux d'intérêt pour les réseaux électriques a été rejetée.⁸

MOTION

DATUM: 13.12.2012
LAURENT BERNHARD

La construction de nouvelles lignes à haute tension souterraines a continué de faire l'objet d'âpres controverses. Une motion Steiert (ps, FR) demandant, à l'instar de la pratique existante en Allemagne, des **projets pilotes d'enfouissement de lignes à très haute tension** a été rejetée par le Conseil des Etats lors de la session d'hiver. Il est à noter que cette intervention parlementaire avait obtenu une majorité au sein du Conseil national en juin de l'année sous revue.⁹

MOTION

DATUM: 17.09.2013
LAURENT BERNHARD

Le parlement a adopté, contre l'avis du Conseil fédéral, une motion Fournier (pdc, VS) ayant également pour but de **favoriser l'enfouissement des lignes à haute tension**. Le texte déposé demande que la loi sur l'approvisionnement en électricité (LAPEI) soit complétée de deux dispositions. Premièrement, il préconise l'accélération de la procédure d'approbation des lignes enterrées. Deuxièmement, il prévoit que la société nationale du réseau de transport compense d'éventuels coûts supplémentaires liés à l'enterrement de lignes à haute tension par un supplément sur les coûts de transport. Alors que le Conseil des Etats s'est prononcé en faveur du texte sous sa forme originale en juin, le Conseil national a accepté une version modérée lors de sa session d'automne. Le texte modifié ne restreint pas les accélérations de la procédure d'approbation des plans aux lignes enterrées, mais y inclut de manière implicite les lignes aériennes. Estimant qu'une répercussion générale des surcoûts serait excessive, le Conseil national a par ailleurs chargé le Conseil fédéral d'examiner dans quelle mesure Swissgrid, la société nationale du réseau de transport, pouvait compenser d'éventuels coûts supplémentaires.¹⁰

MOTION
DATUM: 06.05.2014
NIKLAUS BIERI

Eine Motion Amherd (cvp, VS) für eine **Lastenverteilung** bei der **Erneuerung des Hochspannungsnetzes** war am 6. Mai 2014 im Nationalrat mit 89 zu 82 Stimmen bei 5 Enthaltungen angenommen worden. Die Motion verlangt eine Anpassung des Stromversorgungsgesetzes dahingehend, dass Planungsverfahren für unterirdisch verlegte Hochspannungsleitungen beschleunigt und dass die Mehrkosten für die unterirdische Verlegung über einen Zuschlag auf die Übertragungskosten abgegolten werden könnten. Zusammen mit der ähnlichen, aber abgeänderten Motion Fournier (cvp, VS) wurde am 27. November 2014 im Ständerat über die Motion Amherd diskutiert. Die UREK-SR empfahl die Ablehnung, ein Antrag Recordon (gp, VD) bat jedoch um Zustimmung. Während die allgemeiner gefasste Motion Fournier angenommen wurde, lehnte die kleine Kammer die Motion Amherd mit 24 zu 16 Stimmen ab.¹¹

MOTION
DATUM: 27.11.2014
NIKLAUS BIERI

Die vom Nationalrat 2013 abgeänderte Motion Fournier (cvp, VS), welche eine Beschleunigung im **Genehmigungsverfahren** für unterirdisch verlegte **Hochspannungsleitungen** sowie einen Zuschlag zur Deckung der Mehrkosten unterirdischer Netze forderte, erhielt am 27. November 2014 die Zustimmung des Ständerates. Die vom Ständerat akzeptierte Änderung des Nationalrates lag darin, dass die Beschleunigung des Genehmigungsverfahrens technikneutral erfolgen und also nicht nur für unterirdisch verlegte Hochspannungsleitungen gelten soll. Die Forderung nach Kostenteilung wurde zudem in einen Prüfauftrag umgewandelt.¹²

MOTION
DATUM: 08.12.2016
NIKLAUS BIERI

Bei der Annahme des Entwurfs zum Um- und Ausbau der Stromnetze vom Dezember 2016 stimmte der Ständerat auch der Abschreibung der Motion Bäumle (glp, ZH) für eine **dezentrale Stromversorgung** zu.

MOTION
DATUM: 08.12.2016
NIKLAUS BIERI

Mit der Annahme des Entwurfs zum Um- und Ausbau der Stromnetze genehmigte der Ständerat im Dezember 2016 die Abschreibung der Motion bezüglich eines **Energie-Austauschverbands Schweiz-EU** der BDP-Fraktion.

MOTION
DATUM: 08.12.2016
NIKLAUS BIERI

Mit der Annahme des Entwurfs zum Um- und Ausbau der Stromnetze genehmigte der Ständerat im Dezember 2016 auch die Abschreibung der Motion Killer (svp, AG) bezüglich **vereinfachten Bewilligungsverfahren** für das Hochspannungsnetz.

MOTION
DATUM: 19.09.2019
MARCO ACKERMANN

In der Herbstsession 2019 lehnte der Nationalrat (mit 139 zu 43 Stimmen bei 2 Enthaltungen) eine Motion Nantermod (fdp, VS) ab, in welcher der Walliser eine (partielle) **Liberalisierung des Stromzählermarktes** forderte. Derzeit könnten der Verkauf, die Vermietung, die Installation und die Dienstleistungen im Bereich Messsysteme von Gesetzes wegen nur vom jeweiligen Netzbetreiber vorgenommen werden, was die Innovation hemme und den Vertreiberfirmen die Kassen auf Kosten der Endkonsumentinnen und Endkonsumenten fülle – «une poule aux oeufs d'or» wie es Nantermod vor dem Plenum bezeichnete. Der Bundesrat solle deshalb prüfen, ob es sinnvoll wäre, dieses Monopol zumindest in einigen Bereichen – beispielsweise nur für gewisse Kategorien von Endverbraucherinnen und Endverbrauchern – aufzubrechen. Bundesrätin Simonetta Sommaruga pflichtete dem Motionär im Rat bei, dass eine teilweise oder vollständige Öffnung des Messwesens ein grosses Innovationspotential verspreche und dass die Preisgestaltung aufgrund des fehlenden Wettbewerbs tatsächlich nicht überall korrekt ausfalle. Die Energieministerin versprach deshalb, das Begehren demnächst im Rahmen der Beratungen zur Revision des Stromversorgungsgesetzes (StromVG) aufzunehmen – wo im Bereich Liberalisierung der Zählgeräte bereits eine Vernehmlassung durchgeführt worden sei. Der Bundesrat habe die Motion deshalb 2017 vorwiegend aus verfahrenstechnischen Gründen abgewiesen. Trotz der Ablehnung des Nationalrates und der ablehnenden Empfehlung des Bundesrates dürfte das vorliegende Anliegen demnach in einem anderen Mantel wieder auf der Traktandenliste erscheinen.¹³

MOTION

DATUM: 30.05.2012
LAURENT BERNHARD

Wasserkraft

Au cours de l'année sous revue, les Chambres fédérales se sont prononcées en faveur de plusieurs interventions parlementaires ayant pour objectif de promouvoir l'énergie hydro-électrique. Ainsi, le parlement a transmis une motion Büttiker (plr, SO) chargeant le Conseil fédéral de créer, en collaboration avec les cantons, **les conditions légales nécessaires au développement des centrales de pompage-turbinage**. Le texte voté prévoit que la priorité soit donnée à l'élaboration de plans sectoriels pour l'aménagement d'emplacements favorables à des centrales hydroélectriques à accumulation.¹⁴

Alternativenergien

MOTION

DATUM: 27.09.2019
MARCO ACKERMANN

Stillschweigend und diskussionslos nahm der Nationalrat im Herbst 2019 auf Antrag des Bundesrates eine Motion Guhl (bdp, AG) an, mit welcher der Aargauer eine **volkswirtschaftlich effiziente Integration erneuerbarer Energien in die Stromnetze** forderte. Demnach soll die gesetzliche Grundlage geschaffen werden, um das Einspeisemanagement von Erzeugungsanlagen möglich zu machen. Konkret würde dies bedeuten, dass bei einer Strom-Überproduktion – beispielsweise bei einer kurzfristig starken (dezentralen) regionalen Sonnenenergieproduktion – eine vorübergehende, geringfügige Reduktion der maximalen Einspeiseleistung ins Strom-Verteilnetz durch den Verteilnetzbetreiber vorgenommen werden dürfte. Diese Massnahme soll bewirken, dass kein unverhältnismässig teurer Netzausbau und dadurch eine Erhöhung der Netztarife nötig werden, um jederzeit sämtliche Kilowattstunden Elektrizität auch aus dezentralen Produktionsorten einspeisen zu können, so Guhl in seiner Begründung. Die Forderung fundierte er mit einem Verweis auf den bundesrätlichen Erläuterungsbericht zur Vernehmlassung der Revision des neuen StromVG, in welchem der Bundesrat dem Einspeisemanagement ein grosses Potenzial zuordnete. Aus finanzieller Sicht könnten mit dieser Massnahme – dem **«Peak Shaving»** – rund zwei Drittel der Netzausbaukosten bis 2035 vermieden werden, argumentierte Guhl basierend auf Ergebnissen einer Studie aus dem Jahr 2015, die im Auftrag des BFE durchgeführt worden war.¹⁵

1) AB NR, 2016, S. 2234 ff.; AB SR, 2016, S. 498 f.

2) BO CE, 1992, p. 402 ss.

3) BO CE, 2008, p. 524 ss.; LT, NZZ et TA, 15.4.08.

4) BO CN, 2009, p. 1043 s.; NF, 5.6.09.

5) BO CN, 2010, p. 229 s.

6) BO CN, 2011, p. 1012; BO CE, 2011, p. 994.

7) BO CN, 2011, p. 1055; BO CE, 2011, p. 997.

8) BO CN, 2012, p. 1209; BO CE, 2012, p. 1244 ss.

9) BO CN, 2012, p. 1065 s.; BO CE, 2012, p. 1248 s.; 24h, 14.12.12.

10) BO CE, 2013, p. 550 ss.; BO CN, 2013, p. 1431ss.

11) AB NR, 2014, S. 657 f.; AB SR, 2014, S. 1074 ff.

12) AB SR, 2014, S. 1073 ff.

13) AB NR, 2019, S.1714f.

14) BO CN, 2012, p. 151 s.; BO CE, 2012, p. 312 s.

15) AB NR, 2019, S.1933; Erläuternder Bericht zur Vernehmlassungsvorlage Revision StromVG, 2018; Studie consentec in A. des BFE, Entwicklung Netzkosten, 2015